



Les classes populaires dans la démocratie : analyse d'une absence.

Pour une économie sociale
au service des classes populaires.



Dans un édito récent de SAW-B, Joanne Clotuche a posé la question : « L'économie sociale s'embourgeoise-t-elle¹ ? ». Elle y répond par l'affirmative, montrant que tant les bénéficiaires que les cadres de l'économie sociale sont de plus en plus issus de classes privilégiées, diplômées, et que cela nous éloigne de notre but originel.

Mais l'économie sociale est-elle le seul domaine où les classes moyennes ont le monopole ? Pourquoi les classes populaires votent de moins en moins², ou alors pour des candidats qui se présentent comme « hors du système » ? Le fait que le vote en Belgique soit obligatoire ne peut occulter le taux d'abstention et de vote nul toujours plus élevé. Cela a-t-il un rapport avec le fait qu'elles ne se sentiraient pas représentées dans les institutions politiques ? Ou avec le fait que les inégalités se creusent ? Des questions qui nous interpellent au premier chef, et sur lesquelles nous voulons nous pencher dans cette analyse.

Contexte.

Qu'appelle-t-on les classes populaires ?

Parler de classe s'inscrit dans la compréhension des dimensions de domination et d'inégalité qui traversent notre système économique capitaliste. Les frontières entre ces classes sociales ne sont pas figées, ni entièrement déterminées. Et si ces classes représentent des réalités conscientes jusque dans les années 70, ce sentiment collectif d'appartenir à une classe a largement décliné depuis, favorisé par une augmentation du niveau de diplôme mais aussi par une volonté manifeste de réduire les débats autour de ces questions. Mais ces classes existent bel et bien encore aujourd'hui. En fait, la définition de classe populaire est directement dérivée de la notion marxiste de classe sociale, qui définit un groupe d'individu selon sa position dans le processus de production³. La notion s'est élargie à « un vaste ensemble composé des populations ayant des ressources économiques et culturelles limitées, celles qui occupent des emplois dits d'exécution ou vivent des minimas sociaux⁴. » En d'autres termes, ce sont les exclus, les précaires, les ouvriers, les petits employés, ce que l'on appelle encore quelquefois les « petites gens », ou les « gens de peu »⁵.

Pourquoi la question de l'absence des classes populaire dans la démocratie est-elle essentielle aux yeux de SAW-B ?

L'absence des classes populaires dans le débat public nous pose un véritable problème, tant au niveau éthique que politique et stratégique. D'abord au niveau éthique, il est évident que toutes les personnes qui défendent des valeurs de démocratie, d'inclusion, ou de lutte contre les inégalités ne peuvent rester sans réagir face à ce constat. Le fait d'avoir une exclusion d'une partie de la population, qui peine à faire entendre sa voix à travers les organisations censée la défendre, qui n'est plus armée pour se défendre par elle-même est le symbole d'un grave déficit démocratique.

Au niveau politique, nous touchons aux fondements mêmes de l'idée de démocratie. Aucun régime ne peut prétendre être démocratique s'il ne laisse pas s'exprimer la voix d'une partie importante de la population, et

surtout, s'il ne la prend pas en compte. De plus en plus, les personnes qui accèdent au pouvoir laissent de côté dans leur politique (et pas forcément dans leurs discours) la question des inégalités, qui ne cessent de se creuser. Une des explications, faciles, vient du fait que les responsables politiques sont très éloignés des classes populaires.

Enfin, au niveau stratégique, en tant qu'organisme qui promeut l'économie sociale, ce sujet nous touche tout particulièrement. En effet, nous défendons une vision engagée de l'économie sociale, en tant qu'alternative crédible au capitalisme dominant, en tant qu'elle est capable de redonner du sens à l'activité économique et de permettre l'émancipation politique en amenant la démocratie au travail. Or, si nous sommes incapables d'inclure dans ce processus une partie importante de la population, et que l'économie sociale se développe sans elle, quelle légitimité avons-nous pour défendre ce modèle démocratique ? Mais avant d'aller plus loin, définissons ce que nous appelons les classes populaires.

Un sentiment de défiance.

Il existe incontestablement une véritable désillusion envers le monde politique dans les classes populaires. Cela se voit avec la montée de l'abstention, ou avec un vote dit contestataire, qui se tourne vers des partis qui n'ont jamais été au pouvoir, et qui prétendent se situer en dehors de la sphère politique classique. Cette situation reflète en réalité un sentiment de défiance de plus en plus grand envers le monde politique, qui est incapable de répondre à leurs besoins⁶. Défiance qui amène de plus en plus à des explosions sociales comme celle des gilets jaunes, ou comme il y en a eu de nombreuses en 2019⁷. Et cette défiance empire au fur et à mesure que la situation économique s'aggrave⁸.

Mais comme l'a montré l'expérience du parti Syriza, en Grèce, voter pour un parti radical ne suffit pas. Une fois au pouvoir, celui-ci reste empêtré dans les rapports de force du monde politique, où les entreprises capitalistes finissent en dernier ressort par imposer leurs choix. En effet, le monde économique a des intérêts fondamentalement opposés aux classes populaires. Par exemple, lorsque les entreprises cherchent avant tout à diminuer les salaires, les classes populaires cherchent au contraire à les augmenter. Un autre exemple, régler le problème du chômage qui touche particulièrement les classes populaires imposerait de réorganiser la production pour permettre de distribuer le travail entre tous, pour inverser la situation absurde où certaines personnes se retrouvent avec des horaires interminables, et des cadences infernales, pendant que d'autres n'ont pas de travail. Or changer cela signifierait imposer des choix aux capitalistes dans la gestion de leur entreprise, ce contre quoi ils pourront faire appel à tous leurs leviers pour l'éviter (lobbying, médias, avocats spécialisés, etc.) sous prétexte de défendre la liberté d'entreprendre. Face à ce constat, quelles sont les options pour les classes populaires, mais aussi pour les classes « moyennes⁹ » qui commencent à sombrer également dans la crise ?

Un problème sociologique ?

Or l'idée qu'améliorer le sort des classes populaires passe par une remise en question de la logique économique capitaliste n'est plus vraiment présente dans les partis politiques, ni même dans le monde associatif ou dans le syndicalisme. L'idée d'un changement radical a été abandonnée, et l'acceptation du système économique et politique dominant, avec ses entreprises capitalistes et sa démocratie représentative, est bien ancrée. Comme nous l'avons déjà évoqué, cela peut s'expliquer en partie par l'embourgeoisement de l'économie sociale, des partis de gauche, du monde associatif, et même dans la presse où finalement se retrouvent en majorité des personnes formées dans nos universités et qui ont des préoccupations très éloignées des classes populaires et qui les connaissent très mal.

Cette séparation et ces divisions se voient en particulier dans la vision que se font de nombreux journalistes ou politiciens de ces classes populaires. La méfiance envers elles est particulièrement forte, et de nombreux préjugés circulent à leur endroit. C'est par exemple la vision des banlieues, ces quartiers dangereux où règneraient la violence et les trafics divers¹⁰. C'est également la vision du pauvre responsable de sa propre pauvreté, incapable de gérer son argent¹¹. Et cette peur, cette surveillance, n'est pas sans conséquences. Car elle encourage la violence policière, la répression, voire l'assignation à rester dans sa banlieue, comme quand une bagarre à Blankenberge a provoqué des réactions disproportionnées il y a quelques temps¹². La responsabilité des médias dans cette division est en partie liée à l'origine sociale des journalistes et des politiciens. L'un des facteurs qui permet de mesurer cette origine sociale est le diplôme, qui est de plus en plus difficile d'accès pour les classes populaires. Par exemple les journalistes sont à 68% des universitaires, 24% avec un diplôme supérieur non universitaire, et seulement 8% avec un diplôme qui s'arrête au secondaire¹³, alors que si l'on compare avec la moyenne belge, il n'y a que 45,6% des 30-34ans qui avaient un diplôme supérieur en 2016¹⁴. De la même manière, les députés en Wallonie et à Bruxelles avaient à 78% un diplôme universitaire en 2015¹⁵, alors que la population belge avait 14,5% de diplômés cette même année¹⁶.

Mais le changement dans la composition du monde politique et de la presse ne saurait suffire à expliquer le détournement des classes populaires. Il existe un profond sentiment de désillusions. Ce sentiment vient de la différence entre les espérances qu'a suscité la gauche quand elle a pu accéder au pouvoir, et la politique qu'elle a finalement mise en place, qui n'était pas le moins du monde du côté des classes populaires.

Un sentiment de trahison

Prenons comme exemple l'élection de François Mitterrand. Il a suscité un espoir, se présentant comme le rassembleur d'une gauche qui n'avait plus été au pouvoir depuis 23 ans. Il a particulièrement bénéficié des électeurs du Parti Communiste, traditionnellement ouvrier, qui ont voté à 92% pour lui. En tout, 72% des ouvriers ont voté socialiste. Et des célébrations populaires envahissent les rues immédiatement après l'annonce de son élection. Cependant, très rapidement le « tournant de la rigueur » pris par François Mitterrand va discréditer la gauche. Ainsi, Jean-Marie Le Pen, qui n'avait pas pu se présenter en 1981, obtiendra 14,39% des voix dont 18% des votes ouvriers à l'élection suivante.

Ce discrédit de la gauche, à chaque fois qu'elle va au pouvoir, nous l'avons encore vu plus récemment avec la présidence de François Hollande, qui a fait passer les voix vers ce parti au premier tour de 28,63% en 2012 à 6,36% en 2017. Et toutes ces trahisons n'ont fait que gonfler progressivement l'électorat d'extrême droite, de l'abstention, ou des partis qui se prétendent plus radicaux, parmi les classes ouvrières, excédées de cette gauche qui suit le même programme que la droite en favorisant la « compétitivité », autrement dit les entreprises capitalistes.

Il existe d'autres vecteurs de changement.

Nous voyons les limites politiques du parlement et des élections pour influencer les décisions politiques. Les classes dominantes, de leur côté, ont bien d'autres moyens pour faire pression sur le monde politique et pour imposer leurs intérêts. Elles ont des groupes de pression puissants, organisés, qui participent dès l'origine à l'élaboration des lois. Elles fréquentent les mêmes lieux, les mêmes personnes, les mêmes cercles. Elles passent notamment par des lobbyistes mais n'hésitent pas à envoyer directement un représentant du monde patronal pour discuter « d'égal à égal » avec les représentants du pouvoir¹⁷. Céline Nieuwenhuys, la secrétaire générale de la Fédération des Services Sociaux, témoignait par exemple qu'en tant que membre du GEES¹⁸ chargé de conseiller le gouvernement pendant les premières phases de la pandémie, elle observait que le gouvernement ne reprenait que les parties du rapport consacrées à l'économie, et que les parties consacrées à la santé et au social y étaient tout simplement ignorées¹⁹.

Un manque de capacité ?

Face à cette insuffisance de ceux qui gouvernent, comment se fait-il que les classes populaires ne soient pas elles-mêmes organisées pour défendre leurs intérêts et exercer des contre-pressions face aux organisations dominantes ? L'une des explications est justement le manque de capacités politiques, c'est-à-dire le manque de moyens pour s'exprimer en public, se sentir légitime à intervenir dans des médias, à affirmer son opinion. Les classes populaires étant par définition moins éduquées, elles seraient donc moins capables de s'organiser. Cette idée est en réalité très réductrice, et nous reviendrons dessus plus loin. La principale différence vient surtout de la peur qu'on les classes dirigeantes et de la manière dont celle-ci se traduit par de la méfiance, voire du mépris envers les classes populaires. Et cela commence dès l'école, avec la violence symbolique qui s'applique aux enfants issus de milieux populaires qui se retrouvent vite dans des filières professionnelles considérées comme des voies de relégation²⁰. Les classes populaires sont systématiquement exclues des discussions politiques, des institutions, des médias, n'ayant pas les « codes » pour s'y exprimer. On voit les résultats de cette différence par exemple quand les personnes de classe moyenne, les petits commerçants par exemple, se retrouvent à demander des aides pour leurs commerces, à prendre beaucoup de place dans les médias, pendant que les milliers de travailleuses et de travailleurs du ménage, ouvriers d'usine, livreurs, etc. n'en ont pas l'occasion.

C'est pourquoi une des premières réponses à ce manque de participation des classes populaires est ce qu'on appelle traditionnellement l'éducation populaire, l'équivalent en Belgique de l'éducation permanente. L'idée est

précisément de créer des espaces d'expression politique où ces codes excluant n'ont plus cours, où chacun.e peut s'approprier des outils d'expression politique de combat, en particulier les classes exploitées. Toute la subtilité de l'éducation populaire est de venir permettre à chacun de s'approprier les armes politiques afin qu'ils puissent construire collectivement leurs revendications, et se donner la capacité d'agir politiquement.

L'éducation à la participation

Cette éducation, on le comprend, ne peut pas être séparée de la pratique. En effet, le gouffre qui sépare les classes populaires du pouvoir politique est avant tout celui de la participation. Et à ce propos l'éducation politique doit passer par un double niveau.

D'une part en combattant les préjugés qui s'opposent à la participation démocratique en général et particulièrement à celle des classes populaires. Certains de ces préjugés sont particulièrement présents parmi nous et ils mériteraient chacun une longue analyse qui sortirait de notre cadre, je vais donc me contenter d'en énumérer un certain nombre :

- Tout le monde n'est pas fait pour participer aux décisions, certaines personnes seraient mieux dans un rôle de simples exécutants (on ne sait pas très bien si cela viendrait de leur gènes, de leur éducation, etc.).
- S'ils ne participent pas, c'est qu'ils ne veulent pas alors qu'il y a plein de moyens mis à leur disposition pour participer.
- C'est dans la nature humaine que de chercher à dominer, il est donc risqué de laisser du pouvoir à tout le monde.
- La participation n'est pas possible à grande échelle, et ce qui sous-entend que par définition une majorité de la population est exclue de la démocratie, et se contente éventuellement de voter.
- La décision démocratique prend trop de temps, en oubliant que si les décisions non démocratiques prennent moins de temps c'est surtout parce qu'elles sont prises par des groupes sociaux qui sont d'accord entre eux sur leurs intérêts.

Bref tous les éléments qui donnent des excuses pour exclure une partie de la population des décisions politiques... ce qui est indéniablement intéressant pour maintenir le pouvoir dans les mains d'une minorité de personnes « responsables ».

Et d'autre part la participation politique, c'est comme lire et écrire, ça s'apprend. Ce n'est pas une compétence innée, mais ce n'est pas non plus une compétence réservée à une élite surdiplômée. A priori c'est juste oser donner son avis, être à l'écoute des autres opinions, faire fonctionner l'intelligence collective. Cela demande évidemment de la pratique, mais il existe de nombreux exemples dans l'histoire de l'autogestion qui vont dans le sens du principe selon lequel personne n'est exclu en principe de la participation, et aucune circonstance n'exclut en principe la participation²¹. Celle-ci peut être apprise à tout âge, par tous les milieux sociaux, dans tous

les contextes, à condition d'avoir un collectif déterminé et quelques personnes capables de transmettre cet idéal. Il s'agit d'ailleurs d'un principe.

La conception associationniste

Mais comment cet apprentissage de la participation peut-il se faire ? C'est bien là qu'est la difficulté. Car apprendre à participer, à se mobiliser, ne s'apprend pas que trop rarement sur les bancs de l'école. Et avoir des expériences de participation « jouées » peut vite devenir frustrant, dans le sens où elles ne mènent à rien de concret. C'est pourquoi l'économie sociale peut jouer dans ce combat un rôle particulier. Pour cela il est utile de revenir sur la conception associationniste de l'économie sociale.

L'associationnisme c'est ce phénomène que Jean-Louis Laville²² identifie au 19^{ème} siècle, où des personnes qui n'ont pas d'accès au monde politique, et qui à cette époque n'ont même pas le droit de vote, décident de s'organiser et de faire entendre leur voix par l'action collective. Il s'agit d'individus qui se lancent collectivement dans la conquête de leurs droits politiques à s'exprimer, sous la forme d'associations, souvent dans un premier temps clandestine sous des régimes répressifs. Il s'agit notamment de la création des caisses de secours, des premières sociétés de défense (ancêtres de syndicats) ou des différents types de clubs.

Or précisément cet associationnisme a permis historiquement à toute une couche de la population de défendre ses intérêts sociaux qui étaient contraires aux intérêts de la bourgeoisie qui venait de prendre le pouvoir depuis 1789. Si la situation est fort différente aujourd'hui, l'associationnisme reste une voie éprouvée pour permettre l'émancipation de groupes sociaux exclus du débat politique.

L'associationnisme permet de réaliser la démocratie en assumant les conflits qui la traverse. Au contraire d'une position de pacification, qui viserait à éviter de donner la voix à trop de monde, ou d'encadrer au maximum la participation politique par des conditions bien définies, l'associationnisme permet la participation collective, organisée, d'une partie de la population opprimée, qui devient alors capable de rendre sa réalité sociale plus visible. De nombreuses associations jouent ce rôle aujourd'hui, comme par exemple ATD Quart-Monde ou le Réseau Wallon de lutte contre la pauvreté qui tentent de donner une voix aux personnes les plus précarisées.

Conclusion : notre rôle, entre éducation permanente et économie sociale.

Dans ce cadre nous pensons qu'à un moment de crise comme celui-ci, où les classes populaires sont celles qui se prennent déjà le plus les conséquences économiques dans la figure, il est plus que jamais nécessaire de retrouver le chemin vers cet associationnisme, qui a déjà montré sa capacité de force émancipatrice des classes populaires. Il est plus que jamais nécessaire de permettre aux moins visibles de la société de s'organiser politiquement et de faire entendre leur voix.

Le rôle que nous pouvons jouer dans ce trajet n'est pas évident, étant donné que les cadres de l'économie sociale, dont les membres de SAW-B font partie, reprennent très peu de membres des classes populaires. Nous ne pensons pas que cela doit être un obstacle pour s'adresser et sensibiliser les classes populaires, quitte à faire des erreurs et à se faire remettre à notre place. Face aux catastrophes sociales et écologiques, il est plus que jamais urgent de trouver des voies de changement radical de la société, et les classes populaires ont déjà montrées historiquement qu'elles étaient capables de changer temporairement l'orientation de l'économie en s'associant et en revendiquant leurs droits. S'adresser à elles n'est pas une œuvre de charité envers les plus pauvres, mais plutôt une démarche de solidarité et démocratique d'êtres humains envers d'autres êtres humains confrontés à une société qui va droit dans le mur, et la conscience que ce n'est qu'en s'alliant contre ce système qui nous opprime que nous pourrions obtenir un changement radical.

¹ <https://saw-b.be/2021/05/19/edito-economie-sociale-embourgeoisement/>

² C'est le cas par exemple en France : <https://www.humanite.fr/sociologie-du-vote-la-france-populaire-et-jeune-aux-electeurs-absents-672872> ou au Royaume-Uni : <https://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/the-myth-of-a-classless-britain/>

³ Mauger, Gérard. « 16. Bourdieu et les classes populaires. L'ambivalence des cultures dominées », Philippe Coulangeon éd., *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*. La Découverte, 2013, p. 243

⁴ Amossé, Thomas. « Portrait statistique des classes populaires contemporaines », *Savoir/Agir*, vol. 34, no. 4, 2015, pp. 13-20.

⁵ MAUREL C., *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, L'Harmattan, 2010

⁶ Le rapport de l'OCDE *How's Life* de 2017 mesure cette méfiance grandissante parmi les jeunes, les moins rémunérés et les moins instruits vis-à-vis du monde politique : <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/b9cd53b3-fr/index.html?itemId=/content/component/b9cd53b3-fr>

⁷ <https://www.lesoir.be/256357/article/2019-10-25/quand-les-peuples-se-soulevent-il-y-une-meme-defiance-envers-letat>

⁸ Braconnier Céline, *Le vote et l'abstention en temps de crise*, in « *Savoir/Agir* », Éditions du Croquant, n°13 | pages 57 à 64, 2010

⁹ L'expression classe moyenne est mise entre guillemet car elle reste particulièrement floue. Tout le monde peut être considéré comme la classe moyenne de quelqu'un d'autre. Le propos ici est surtout de montrer que la crise touche de plus en plus des classes plus privilégiées, avec un meilleur niveau de revenu ou un plus haut capital culturel.

¹⁰ Observatoire régional de l'intégration et de la ville, *Image des quartiers populaires : une vision tronquée de la réalité ?*, Synthèse du séminaire de travail du 1^{er} octobre 2019 – Reims, URL : https://www.oriv.org/wp-content/uploads/synthese_img_quartiers_aout20_VF.pdf

¹¹ https://www.politis.fr/articles/2021/10/les-biens-des-pauvres-leternel-soupcon-43713/?fbclid=IwAR2_4PqQBnmng1viRDkdkESyhM9CymYzqtW7la3Uk0i0pNFu25jpO9EPhB7Q ; le travail de Denis Colombi permet une bonne déconstruction de ces préjugés, voir ici :

<https://www.franceculture.fr/economie/denis-colombi-en-finir-avec-lidee-que-les-pauvres-gerent-mal-leur-argent>

¹² <https://www.lesoir.be/317982/article/2020-08-08/bagarre-blankenberge-la-commune-veut-interdire-les-touristes-dun-jour-ce>

¹³ http://www.ajp.be/telechargements/diversite/brochurediversite2013_web.pdf

¹⁴ <https://statbel.fgov.be/fr/nouvelles/299-de-la-population-un-diplome-de-lenseignement-superieur>

¹⁵ https://www.rtf.be/info/belgique/detail_age-salaire-niveau-d-etude-qui-sont-les-deputes-qui-vont-sieger-en-wallonie-et-a-bruxelles?id=10242598

¹⁶ <https://statbel.fgov.be/fr/themes/emploi-formation/formation-et-enseignement/niveau-dinstruction#figures>

¹⁷ https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/05/23/petit-guide-de-lobbyisme-dans-les-arenas-de-l-union-europeenne_5466056_4355770.html

¹⁸ Le GEES est le Groupe d'Experts en charge de la stratégie de sortie de crise qui se réunissait régulièrement pendant la crise du Covid pour coordonner les politiques et des représentants du monde économique et social.

¹⁹ Une crise sociale sans fin ? – Entretien avec Céline Nieuwenhuys, 2020, Disponible ici :

<https://www.youtube.com/watch?v=riM6TdndEM0>

²⁰ Concernant la notion de violence symbolique, il est évidemment toujours utile de relire Pierre Bourdieu, donc un résumé utile se trouve ici : <https://journals.openedition.org/edso/1117#tocto1n3>. La Belgique est d'ailleurs championne de la reproduction des inégalités à l'école : <https://calepin.be/inegalites-sur-les-bancs-de-lecole/>

²¹ Pour s'en persuader, il est utile de lire quelques extraits des 10 volumes de l'encyclopédie de l'autogestion, qui montre une grande diversité d'exemples d'individus qui se lancent dans une aventure de participation, dans des circonstances diverses (que ça soit dans le cadre d'une lutte contre les gestionnaires officiels, dans un cadre prévu à l'avance juridiquement, dans la reprise d'un projet antérieurement hiérarchique, etc.) à différentes échelles (que ce soit une minuscule entreprise ou à l'échelle d'un pays) et dans tous les milieux sociaux, ouvriers, populaires, mais aussi intellectuels, etc.

²² Laville, Jean-Louis, Réinventer l'association, Desclée De Brouwer, Essai, 2019, 240p

SAW-B

Avec le soutien de



Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? C'est le but !

Cette analyse s'inscrit dans notre démarche de réflexion et de proposition sur des questions qui regardent la société. Si vous voulez réagir ou en discuter avec nous au sein de votre groupe, de votre espace, de votre entreprise, prenons contact. Ensemble, faisons mouvement pour une alternative sociale et économique !

N'hésitez pas à nous contacter : info@saw-b.be ou 071 53 28 30

À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.

Rédaction : Marian de Foy

Relecture : Joanne Clotuche

Illustration : Yakana